

Après Skhirat, Oufkir me dit : "Assassinons Hassan"

Les révélations étonnantes et complètes de son aide de camp,
sur les attentats manqués et a mort du général marocain

Aux côtés d'Oufkir, le lieutenant des Forces Royales marocaines, Ahmed Rami, a préparé contre Hassan II une série d'attentats dont le dernier fut le mitraillage en vol du boeing du roi, le 16 août 1972. L'ancien aide de camp d'Oufkir s'est échappé il y a quelques semaines du Maroc où il est condamné à mort. Réfugié en Suède, il vit à Stockholm où il a raconté à notre collaborateur Paul Ribeaud son extraordinaire aventure.

Avant d'avoir été l'un des plus brillants élèves officiers de l'Académie Royale militaire, il fut l'un des responsables de l'Union nationale des Forces populaires, créée par Ben Barka. Jeune professeur au lycée Mohammed V de Casablanca, Ahmed Rami est devenu officier pour tenter de détruire la monarchie. C'est dans ce but qu'il a accepté d'être l'aide de camp du général Oufkir. Voici intégralement son récit et ses révélations étonnantes sur Skhirat et la mort d'Oufkir :

Je suis né au douar Aït Mar à Tafraout, dans la province d'Agadir. J'appartiens à la tribu Tahala. J'ignore la date de ma naissance, je dois avoir un peu plus de 30 ans, bien que j'en paraisse 25. Mon grand-père était chef de la tribu Aït Rami. Aït Rami veut dire « la famille du tireur ». Avant la colonisation française, le pouvoir royal ne s'exerçait pas sur notre région où les chefs de tribus faisaient la loi et guerroyaient entre eux. En 1935, les hommes du Tafraout livrèrent un dernier combat aux soldats français qui les vainquirent à Air Abdala.

Mon père, devenu un simple paysan, partit chercher du travail à Casablanca et laissa ma mère et ses cinq enfants au douar. Tout petit, j'aidais ma mère à cultiver le sol ingrat du Tafraout. Mon principal travail consistait à enlever les cailloux des champs pour faciliter le passage de la charrue, simple soc de bois durci au feu. Nous étions si pauvres que je fus renvoyé de la mosquée par le « Fquih » à qui je n'apportais jamais de présent comme le voulait l'usage.

Après la pacification, les Français créèrent une école à quelques kilomètres de mon douar. De crainte qu'on ne leur vole leurs enfants, les femmes de mon village refusaient de les envoyer à l'école. Ma mère m'expédia alors à Casablanca. Je devais avoir 7 ans et mon arrivée dans la grande ville se situe entre 1948 et 1950. Je ne parlais que le berbère. J'eus la chance de trouver une place de commis dans une épicerie où j'étais nourri et logé. Je couchais par terre devant le comptoir. Deux ans plus tard, je distribuais les journaux et le lait dans le quartier Racine, habité surtout par les Français. A 9 ou 10 ans, c'était en 1952, je fis la grève pour protester contre l'assassinat d'un leader tunisien. Pendant l'année 1955, les incidents se multiplient à Casablanca où

les nationalistes marocains se révoltaient. Je ne voulais pas rester inactif et muni d'une bouteille d'essence, je brûlais une voiture. Cet incendie que j'avais allumé dans le quartier éclaira longtemps la nuit qui était tombée. J'étais devenu un combattant de la libération.

Fin 1955, j'attendais, comme tous les Marocains, le retour du Sultan. Les forces de police françaises sachant qu'elles allaient bientôt quitter le pays, laissèrent le champ libre aux organisations de la résistance. L'anarchie régnait à Casablanca. Mon épicerie fut dévalisée par trois voyous qui me menacèrent d'un revolver.

Après la proclamation de l'indépendance, je devins vendeur de chemises dans la rue pour le compte d'un commerçant juif dont la fille, qui avait mon âge, m'apprit le français.

En 1957, j'avais alors environ 14 ans, je retournais dans mon village et j'entrais à l'école de Tafraout. Etudiant la nuit à la lueur d'une bougie, j'obtenu mon certificat d'études, en arabe et en français. Deux ans plus tard, après un séjour au collège de Tiznit, j'étais admis à l'Ecole Normale Supérieure de Casablanca. Déçu par l'indépendance qui avait mis le peuple sous le joug d'une monarchie féodale, j'entrais à l'Union nationale des Forces populaires créée par Ben Barka et j'en devenais vite l'un des responsables. Après avoir prononcé un discours révolutionnaire à un meeting de l'opposition, j'étais arrêté et enfermé pendant cinq jours au commissariat central de Casablanca.

En juin 1963, j'obtenais mon diplôme de professeur de l'enseignement secondaire de l'Ecole Normale Supérieure. Nommé professeur d'histoire et de géographie au lycée de jeunes filles de Casablanca, je donnais également des cours de français et d'arabe au lycée Moham-

med V. Le 23 mars 1965, une manifestation d'étudiants déclenchait une émeute à Casablanca. Notre principal ennemi, le ministre de l'Intérieur Oufkir, dirigeait la répression à bord d'un hélicoptère. L'armée tira sur les manifestants. On compta près de 400 morts.

Le lendemain, des policiers en civil m'arrêtaient à l'Ecole normale. Ils me passèrent les menottes, me bandèrent les yeux et me transportèrent en voiture dans un lieu isolé, loin du bruit de la ville. Pendant 4 jours et 4 nuits, j'ai été torturé à l'électricité. Une semaine plus tard, j'étais libéré.

**« J'ai choisi d'être officier
pour pouvoir efficacement
faire la révolution »**

Je pris alors conscience du manque d'efficacité de mon combat. 400 de mes camarades avaient payé de leur vie leur opposition au régime féodal. Je décidais de m'engager dans l'armée et de devenir officier. A la tête d'une compagnie, je serais plus dangereux et plus utile que militant chez des étudiants aux mains nues. La voie normale qui mène à la carrière d'officier passe par l'Académie royale militaire de Meknès. Je m'y présentais à l'automne 1965 ; quelques jours plus tard, Ben Barka était enlevé en plein Paris. La disparition du premier résistant du Maroc me confirmait dans mon dessein : entrer dans le système pour mieux l'abattre.

A l'Académie militaire, on m'apprit qu'il me fallait l'accord du ministre de l'Education nationale pour entreprendre une carrière militaire. L'autorisation me fut refusée et pendant un an je rongai mon frein dans mon lycée. A la fin de l'année scolaire, je tentai une nouvelle fois de me faire admettre à l'école d'officiers. Je frappai à la porte de la Défense nationale où je rencontrai le ministre Aardane. Sans succès.

Je me rendis alors au Palais Royal où je demandai audience au directeur de la maison militaire royale le général Medbouh. Je réussis à le convaincre du sérieux de ma vocation du métier des armes. Six ans plus tard, le général qui me permit d'entrer à l'Académie militaire organisait, avec le colonel Ababou, l'attentat de Skhirat. Quand il me recut au Palais Royal, le général avait-il deviné le révolutionnaire que j'étais ? Je me suis souvent demandé après Skhirat où je suis arrivé à la tête de mes chars quelques minutes après sa mort.

A Skhirat, je suis arrivé trop tard

Pendant deux années, j'ai été un élève officier modèle, ce qui me valut d'être élu président de la Revue de l'Académie royale. En 1968, j'étais aspirant. Ma seule faute, durant mon séjour à Meknès, fut d'avoir refusé avec tous mes camarades d'effectuer une marche de nuit. Cette rébellion nous fit muter par mesure disciplinaire à Ahermoumou où se trouvait l'école des sous-officiers appelés les Cadets de l'armée royale. Le lieutenant colonel Ababou commandait alors l'école. Une seconde fois le destin me faisait rencontrer l'un des hommes qui allaient s'illustrer dans la lutte contre la monarchie. Malheureusement, ni le colonel Ababou, ni le général Medbouh ne me mirent au courant du complot de Skhirat.

Ma première rencontre avec Oufkir

Le 10 juillet 1971, les deux officiers investissaient Skhirat à la tête des Cadets de l'école d'Ahermoumou. Le roi et Oufkir échappaient miraculeusement à la mort. Le général Medbouh était tué. Le colonel Ababou fut exécuté le surlendemain. Une purge sanglante décima l'armée.

Ce 10 juillet, je me trouvais dans ma chambre d'officier du camp Moulay Ismaïl, à Rabat. Commandant d'une unité de blindés affectée à la protection du Palais Royal, j'attendais l'occasion qui me serait peut-être bientôt donnée de participer au renversement de la monarchie. J'étais plongé dans la lecture de « Technique d'un coup d'Etat » quand l'officier de permanence, le capitaine Mazour, me prévenait, affolé, que l'état d'alerte était proclamé. J'enfilai à la hâte ma tenue de combat, je rassemblai mes hommes et leur ordonnai de sauter dans leurs chars E.B.R. Il était 15 heures. Je fis enfoncer la porte métallique du dépôt de munitions afin d'armer les 17 chars qui formaient mon unité.

Au moment de quitter le camp, j'aperçus le lieutenant colonel Saad, chef d'état-major de la Brigade Blindée. Il était accompagné d'Abaroudi, commandant la Marine royale. Leurs vêtements étaient déchirés et parsemés de taches de sang. Dans leur affolement, ils me crièrent : « Le Palais Royal est attaqué par des civils armés de roquettes et de mortiers. Il y a beaucoup de morts. Fonce vers le Palais. Passe par la route principale et tire sur tout ce qui est armé. »

En tête de ma colonne, tourelle relevée, je sortis du camp. J'étais heureux à la pensée que des civils avaient osé attaquer le sanctuaire du despote et j'avais honte d'être resté passif pendant que le sort de mon pays s'était peut-être joué.

Bien décidé à ne pas obéir aux ordres et à prêter main forte aux mutins, je décidais de filer vers le Palais par la route

côtière. En prenant cette décision malheureuse, je sauvais le roi. Tandis que ma colonne de blindés progressait par la route côtière, les camions remplis de cadets du lieutenant-colonel Ababou revenaient de Skhirat par la route principale. Si j'avais choisi cet itinéraire, je me serais joint aux soldats révoltés et grâce au renfort de mes 17 chars, le coup manqué de Skhirat aurait pu facilement se transformer en victoire.

En cet après-midi d'été, les abords de la route côtière étaient envahis de promeneurs et de curieux qui venaient au



Ahmed Rami à Stockholm.

devant de mes chars. Savaient-ils déjà qu'une tragédie se terminait au Palais Royal ?

J'accédai à Skhirat par un petit pont au bout duquel cinq gendarmes déviaient la circulation. Labourant la verte pelouse du terrain de golf, ma colonne de chars parvint devant le Palais. Je donnais l'ordre de stopper et je sautais à terre. Je m'approchais de la porte principale où un groupe d'hommes s'agitait. Parmi eux, j'aperçus le roi en compagnie d'Oufkir et des généraux Bachir et Driss Ben Omar. L'arrivée des 17 chars n'était visiblement pas attendue. Les ambulances, les blessés et les morts allongés sur la pelouse, l'affolement qui régnait là-bas, ne m'enlevèrent pas mon calme. Je m'étais approché du groupe. « D'où venez-vous, lieutenant ? » me demanda Hassan II. « Du camp Moulay Ismaïl. » J'ajoutai : « Où est le général Gharbaoui ? », curieux de

savoir ce qu'était devenu le commandant de la Brigade blindée.

— Il a été blessé, me répondit Oufkir qui m'avait demandé une cigarette (vain, car je n'ai jamais fumé). Que se passe-t-il à Rabat ?

Je lui avouai mon ignorance et je l'interrogeai sur ce qui s'était passé au Palais. Par la bouche d'Oufkir, j'apprenais que le lieutenant colonel Ababou, mon ancien chef, et le général Medbouh à qui je devais d'être devenu officier, avaient attaqué le Palais à la tête des cadets, de anciens compagnons. Je fis remarquer à Oufkir que le lieutenant colonel Ababou était considéré comme le meilleur officier des Forces royales. J'étais véritablement stupéfait. Oufkir, gêné, ne me répondit pas.

Le roi me demanda alors de me mettre à la disposition d'Oufkir qui grimpa dans mon char pour rejoindre Rabat. Dans la tourelle de mon E.B.R., j'étais côte à côte avec l'éminence grise du Palais, l'homme que je détestais le plus au monde après Hassan II. Quelques jours plus tard, il me demanda d'être son aide de camp. Je n'aurais bientôt fait de moi son complice pour abattre le roi.

Arrivé au camp Moulay Ismaïl, Oufkir me félicita pour mon sang-froid et me demanda de lui téléphoner car il désirait me revoir. Il se rendit ensuite au PC de la brigade blindée et appela les commandants d'unité. Ababou avait fait annoncer à la radio que le roi était mort et que la République était proclamée. Mais il était déjà un homme seul dans la défaite.

Une fosse commune pour les officiers révoltés

Les représailles contre les mutins ont été d'une sauvagerie inouïe. Des cadets blessés ont été enterrés vivants dans une fosse commune. Au camp Moulay Ismaïl, Hassan II donna l'ordre de détruire l'Etat-major occupé par les mutins d'Ababou. Oufkir, je crois, l'en dissuada.

J'ai appris par la suite qu'Oufkir n'avait participé que mollement à la chasse aux mutins. Dlimi, le chef de la police, au contraire, fit preuve d'un zèle cruel. Il apportait au camp militaire deux camions d'instruments de torture. Le roi lui-même participa à des scènes de cruauté ignoble. Attaché à une chaise, yeux bandés, pieds et mains entravés, le colonel Chelouki fut à plusieurs reprises giflé par Hassan.

— Quel est ce lâche qui me gifle alors que je suis entravé ? demanda-t-il.

— Enlevez-lui son bandeau, ordonna Hassan à Dlimi.

Chelouki cracha au visage du roi avant d'être roué de coups par Dlimi.

(suite)



Oufkir présentant ses vœux à son roi, à l'occasion de Aid es Seghir

— Demain, on crachera sur ton cadavre, promet Hassan.

Le 13 juillet, le champ de tir de Temara fut transformé en boucherie. Attachés à des poteaux, treize officiers furent exécutés par treize pelotons de treize soldats. Le roi assista au spectacle en compagnie de Hussein de Jordanie. Laraki, le Premier ministre, fut le premier à cracher sur les cadavres. Le commandant Salmi coupa la main d'un supplicié avec un couteau pour récupérer une paire de menottes.

Ecrasant les corps, un bulldozer les fit disparaître dans une fosse commune.

La terreur régnait sur le Maroc. Rares étaient les officiers ou les sous-officiers qui n'avaient pas un ou plusieurs amis parmi les victimes de la répression. Avec mes camarades du camp, nous osions à peine parler. Tout le monde se méfiait de tout le monde.

La semaine suivante, le PC de la Brigade m'avertit que j'étais attendu par Oufkir à sa résidence du Souissi. Je me dirigeai à demi rassuré vers la villa de celui que je considérais alors comme l'assassin de mon maître à penser : Ben Barka.

En habit civil, le regard caché derrière des lunettes fumées qu'il ne quittait ja-

mais, Oufkir me reçut amicalement. Il me félicita pour le sang-froid dont je fis preuve pendant la journée du 10 juillet et me questionna sur mon enfance et ma carrière militaire. Il me présenta à ses enfants et à son lionceau, appelé Skhirat.

Il m'interrogea sur l'état d'esprit de mes camarades officiers et pour gagner du temps je lui proposai de lui remettre dans trois jours un rapport détaillé sur ce sujet.

Oufkir usa de tout son charme pour séduire le jeune officier sorti du rang que j'étais. « Le Maroc entre dans une période difficile, m'assura-t-il. Si le roi n'entreprend pas de profondes réformes, je crains que l'armée ne prépare d'autres révoltes. »

Nous étions entre berbères et malgré la mauvaise réputation de mon hôte, je cessais progressivement de me méfier de lui. « Nombre de généraux et de ministres sont corrompus, m'assura-t-il. Une pourriture s'est installée autour du roi et dans les Etats-major. » Je lui citai alors le nom d'un colonel bien connu pour s'emparer de l'argent de l'intendance. « C'est un voyou à éliminer », ajouta Oufkir.

Je quittai le général et sa somptueuse villa, plus que jamais décidé à m'allier avec le diable s'il le fallait pour renverser le potentat aux mains rouges de sang.

La révolte de Skhirat avait transformé Oufkir mais je l'ignorais alors.

Quatre jours plus tard, je pénétrai pour la seconde fois dans la résidence de mon nouvel allié, porteur d'un rapport incendiaire de 30 pages. J'y dénonçais la corruption des officiers, l'avancement dû au favoritisme et au bakchich. Après l'avoir lu attentivement, Oufkir enferma le rapport dans le coffre-fort dissimulé dans un mur du salon.

Oufkir me dépeint le despotisme d'Hassan

Après le dîner, le général me raconta quelques histoires de la cour illustrant la servilité des ministres et le despotisme de Hassan. Mon hôte fumait cigarette sur cigarette tout en se livrant à une violente attaque du régime. A un récent conseil des ministres, m'avoua-t-il, Snoussi, le ministre à la peau noire, répondit à une remarque du roi : « Je suis votre esclave ». En colère, Hassan lui lança : « Il ne suffit pas de le dire, il faut l'être : c'est comme cela que ma dynastie a toujours considéré ses serviteurs. »

Au dessert, le second personnage du Royaume me demandait d'être son aide de camp et le magister d'un de ses fils. J'acceptai à la condition de conserver le commandement de mon unité de blindés. Ce qui me fut accordé. A partir de ce moment, j'habitai chez le général et je devins son confident. Ministres, généraux se succédaient à la table de celui que tout le monde appelait « le Général ». Le redoutable Dlimi, devenu directeur de la Sûreté, ne vint jamais chez le Général. Je les croyait pourtant amis.

Oufkir avait l'habitude de me faire ses confidences importantes quand je l'accompagnais en voiture. Au mois de septembre, il était trois heures du matin, le général évoqua le complot de Skhirat :

— Mille élèves sous-officiers auraient pu changer l'Histoire du Maroc et la faire avancer d'un siècle. Ils nous ont montré le chemin. Il faut nous débarrasser de la monarchie. Hassan a conservé toutes les traditions d'une dynastie qui a conduit le Maroc au désastre du début du XX^e siècle. En ce moment, au lieu de s'occuper des affaires du royaume, il se trouve à Fez avec ses putains. Il possède un harem de 150 femmes dont certaines ont été enlevées dans la rue par les hommes de main du Palais. Notre monarque est un drogué. Son Palais est devenu un centre de haschich. Son fils qui a 7 ans préside des réunions. des hommes lui baissent la main, c'est pire que sous Louis XV.

Le général, qui parlait assez mal l'arabe, s'exprimait en français, langue

"Assassinons Hassan"

Nos premiers attentats sont des échecs

que n'entendait pas le garde du corps qui nous accompagnait.

Ces confidences faites au petit lieutenant que j'étais me bouleversèrent. Sans dissimuler mon émotion, je balbutiai : « Vous m'avez fait beaucoup d'honneur en me faisant confiance. Je ne vous décevrai jamais, je suis prêt à exécuter le Roi ». — « Non, je m'en chargerai moi-même car je ne veux laisser à personne d'autre l'honneur d'exécuter le tyran de mon pays. »

A partir de cet instant un pacte était scellé entre moi-même et l'homme qui avait dirigé la répression contre mes amis politiques et je n'ai jamais répété à quiconque ses confidences de cette nuit.

Je dormais dans une chambre de la villa d'Oufkir à Souissi et chaque matin je me rendais au camp Moulay Ismaïl où j'avais gardé le commandement de mon unité de blindés. Mon puissant allié pouvait être très bavard ou très silencieux. Il me parla longuement de Nasser et de sa Charte nationale qu'il connaissait à fond. Il voulait l'évacuation des bases américaines du Maroc : « la plus grande d'entre elles est le Palais Royal », disait-il.

Une seule fois il me parla de l'affaire Ben Barka : « Je ne suis pour rien dans sa disparition. Hassan et Dlimi sont les seuls responsables. Contrairement à ce que l'on a dit, Dlimi n'est pas mon ami, il est aussi pourri que les autres ; ne s'est-il pas approprié la résidence de Tamara qui était destinée au personnel de la Sûreté nationale. »

Je n'étais pas convaincu de l'innocence d'Oufkir dans l'affaire Ben Barka mais il me fallait être réaliste. J'avais peut-être passé un pacte avec le diable, mais quand mon pays sera libéré de la monarchie, pensais-je, il sera toujours temps de me séparer d'Oufkir et de le combattre si nécessaire.

Hassan se méfiait de son « protecteur »

La préparation de notre premier attentat se situe trois mois après Skhirat. Le général m'expliqua son plan au cours d'une promenade en voiture. Il m'apparut aussi simple qu'efficace.

— Hassan vient presque chaque jeudi à l'Etat Major pour y présider la réunion des chefs de Corps. Dans la salle de conférence, un coffre-fort est scellé dans un mur. J'y enfermerai un pistolet mitrailleur. Après l'arrivée de Hassan, je n'aurai qu'à m'en saisir et lui tirer dessus.

Il me dessina le plan de la salle, l'emplacement du coffre-fort et m'indiqua par des croix les places occupées par les chefs de Corps et les chefs de bureau des Etats Major.

— Après avoir exécuté Hassan, je dirai aux officiers que j'ai agi au nom du peuple. Je ferai alors fonctionner un magné-

tophone qui fera entendre un communiqué que tu auras enregistré. Je téléphonerai ensuite à Driss, le ministre des P.T.T., pour lui demander de se mettre à ma disposition. Il acceptera avec joie ! Je téléphonerai encore à Moulay Abdallah et sous n'importe quel prétexte je le ferai venir à l'Etat Major où je le ferai arrêter. Je convoquerai enfin tous les commandants d'unité. Toi, tu m'attendras dans le bureau voisin de la salle de conférence. Je t'enverrai chercher et tu te précipiteras à la radio avec les bandes enregistrées.

A l'aide d'un magnétophone acheté dans un magasin de Rabat, j'enregistrai en arabe une déclaration que j'avais fait lire au général qui l'approuva après en avoir modifié quelques termes. Il m'avait demandé d'insister sur le mot Révolution, l'armée au service du peuple...

En voici l'essentiel :

« République Arabe marocaine ».

« Liberté - Socialisme - Unité ».

« Au nom du peuple, au nom de Dieu, au nom de la justice et du droit, au nom de tous nos martyrs, au nom de la volonté du peuple de choisir le régime qui lui convient et de déterminer sa destinée, nous proclamons la République, l'abolition de la monarchie et nous annonçons que le tyran, le dictateur... (j'avais ajouté « le fou », mais Oufkir supprima ce qualificatif) Hassan II a été passé par les armes par le Conseil de Commandement de la Révolution provisoire qui va gérer les affaires du pays jusqu'à l'élection du Conseil de la Révolution.

« L'armée a désarmé le Roi pour armer la volonté populaire. L'avant-garde qui a déclenché la révolution n'a pas de bâton magique pour réaliser les aspirations populaires. Nous avons éliminé le roi. C'est au peuple de mettre fin à la domination et à l'exploitation des petits rois qui sont partout dans le pays. Nous avons agi en tant que citoyens et non en tant que militaires. Nous dirigerons désormais nos baïonnettes vers la tyrannie et non vers le peuple ».

Tout était prêt pour le grand jour. Un mercredi de novembre, Oufkir déposa dans le coffre de l'Etat-Major la mitrailleuse et le magnétophone. Le lendemain nous nous installâmes tous les deux dans une D.S. noire conduite par un sergent-chef. Nous entrâmes dans la cour de l'Etat-Major, salués par la garde d'honneur. J'étais fébrile, angoissé, le calme d'Oufkir m'impressionna. Il me serra la main et pénétra dans la salle de conférences.

Enfermé dans un bureau voisin, j'attendis trente minutes ou une heure, je ne sais plus. La porte s'ouvrit enfin, le général s'approcha de moi : « C'est raté. Le roi vient de me téléphoner pour me dire qu'il ne viendrait pas. »

Pendant sept jours interminables j'attendis le jeudi suivant. Ce matin encore le Roi ne vint pas au rendez-vous fatal. Oufkir m'avertit que les conférences au-

raient lieu désormais au Palais-Royal. « Exécutons-le là-bas », proposai-je au général. « C'est trop risqué, me répondit-il. Il nous faut trouver autre chose. »

La fin de l'année approchait quand Oufkir demanda au roi de visiter la caserne qui abrite la Brigade légère de Sécurité. Hassan déjoua le piège et ne vint pas.

Une autre fois nous l'attendîmes en vain à la caserne Moulay Ismaïl. C'était la fête du mouton. Ce fut encore un rendez-vous manqué.

Nous crûmes réussir notre opération en mars. Hassan devait assister à une conférence au mess des officiers de l'Etat-Major. Dans la salle de conférence qui est aussi une salle de projection, Oufkir dissimula sa mitrailleuse. De plus en plus méfiant, le roi ne fut pas au rendez-vous.

Peu après, Oufkir échappa de justesse à un accident d'hélicoptère à Agadir. « Hassan a fait saboter l'appareil », m'assura-t-il.

Avant la réunion du sommet africain, le roi exigea que toutes les unités soient consignées, les officiers eux-mêmes n'étaient pas autorisés à se rendre à leur domicile. Je proposai à Oufkir de tenter le coup le 10 juillet, jour de l'anniversaire de Hassan. Un an après la tuerie de Skhirat, le cérémonial du Palais d'Eté se déroulerait avec ses fastes et ses invités habituels. Le général repoussa mon projet. Je me rendis malgré tout au Palais pour la cérémonie. Je me trouvais une seconde fois face au roi et je remarquai son visage ravagé. Habillé en cow boy sa majesté qui périrait avec ses invités obséquieux, demanda quelques minutes de silence en souvenir des victimes de la trahison. Le lendemain, Oufkir assista

à la réception appelée « La nuit des Femmes ». A son retour il me raconta, écœuré, comment le roi embrassait les courtisanes avant de leur jeter une poignée de diamants. Les invitées se précipitaient et se bousculaient pour ramasser les pierres précieuses jetées sur le sol.

Le mitraillage à blanc du Boeing

En août, Hassan partit pour la France. Il nous fallait tenter quelque chose lors de son retour.

Je proposais de faire occuper l'aéroport de Salé par des hommes sûrs et de tirer sur le roi à sa descente d'avion. Oufkir m'assura qu'il était décidé à faire abattre le Boeing de Hassan par des chasseurs à réaction F 5. Je prendrai moi-même place dans un des appareils et je participerai au mitraillage, me dit-il. Après une rapide visite à sa famille qui passait ses vacances à Tetouan, mon complice était de retour à Rabat le 10 août.

Le lendemain, il rencontrait le lieutenant-colonel Amkrane et lui demandait de mitrailler le Boeing royal. Le retour de Hassan était prévu pour le 16 août. Le soir du 15, Amkrane, qui était grièvement malade, nous avertit qu'il ne pourrait pas piloter et il nous proposa d'avertir Kouira, son homme de confiance, excellent pilote.

— Tu es le chef, dit-il à Oufkir, c'est à toi de le prévenir.

Rendez-vous fut pris par téléphone à Casablanca, dans un bar de l'avenue Hassan II. A 3 h 30 du matin, le général était de retour. Il me réveilla pour me dire : « Tout est prêt, nous sommes dans la main de Dieu ». Il voulut entendre une dernière fois l'enregistrement que j'avais préparé avant notre première tentative.

Cette nuit-là, il ne se coucha pas. Le matin du 16 juillet, il se rendit à Temara pour un rendez-vous mystérieux et revint vers 11 heures. « Trois chasseurs F 5 attaqueront l'avion du roi dès qu'il survolera le sol marocain. Cette fois, il n'en réchappera pas », m'assura-t-il.

A 16 heures, le général téléphona au colonel Hatimi, commandant la Brigade blindée, et lui demanda de se rendre à l'aéroport. Je le quittai peu après et je rejoignis le camp Moulay Ismail.

« Attends-moi, là-bas, je te contacterai. »

A 16 h 30, Oufkir ordonnait à la Brigade blindée de se mettre en état d'alerte. A 17 heures, mes 17 chars étaient armés. Quelques instants plus tard, le général entra dans la cour de la caserne, à bord d'une 403, conduite par un commandant de marine. Trente minutes plus tôt, il avait entendu à la tour de contrôle un message transmis par le radio du Boeing « Ne tirez plus, le roi est mortellement blessé ».

Au P.C., il s'entretenait avec trois officiers de la Brigade blindée quand on l'appela au téléphone « de la part du roi ». Je ne saurais jamais ce que le roi lui a dit car je ne devais jamais le revoir vivant. Il quitta le camp à bord d'une R 16, conduite par un capitaine. J'ai appris qu'il s'était rendu successivement à l'Etat-Major et à l'aéroport où le roi avait disparu.

L'échec de l'opération, je l'appris plus tard, incombait au commandant Kouira qui arma les mitrailleuses des trois chasseurs avec des balles d'entraînement au lieu d'utiliser des balles explosives. Il s'était trompé de caisses de munition. Comble de malchance la mitrailleuse de Kouira s'enraya. Il tenta de jeter son chasseur sur le Boeing et sauta en parachute. Les deux autres pilotes, les lieutenants Ziad et Boukhalif, avaient épuisé leurs munitions. Ils se posèrent à Kenitra, armèrent leurs mitrailleuses et filèrent sur l'aéroport de Salé qu'ils mitraillèrent. Le commandant Kouira avait touché le sol à Oulad-Khalifa, près de Kenitra, où des gendarmes arrivés en hélicoptère le capturèrent.

Un suicidé troué de balles

Sans nouvelles, je restais avec mes chars au camp des blindés où j'attendis une partie de la nuit. A trois heures du matin, une radio étrangère annonça qu'Oufkir était parti à la base aérienne de Kenitra. A cinq heures, France-Inter déclara « Le général Oufkir s'est suicidé ». Malgré cette effarante nouvelle, je ne désespérais pas encore, me doutant qu'en ces moments d'affolement les fausses nouvelles étaient fréquentes.

Il m'avait dit que s'il lui arrivait un accident, je devrais mettre en lieu sûr les enregistrements annonçant la chute de la monarchie.

Au lever du jour, vers six heures, je quittai le camp par la sortie de l'infirmerie et à bord de ma voiture, garée dans une rue voisine, je me suis dirigé vers la résidence du général. J'arrêtai ma voiture derrière la villa et, mon revolver caché sous mon blouson, je m'approchai d'un soldat en tenue de combat qui montait la garde.

— Est-ce que le général est entré ?

— Quel général ?

— Oufkir.

— Il est mort. Entre, tu pourras le voir.

Le frère d'Oufkir me conduisit vers le corps de mon chef dissimulé sous une couverture. Je la soulevai et j'examinai le cadavre troué de balles. La poitrine, le ventre, une partie du visage étaient emportés. Les balles avaient été tirées par derrière. Il ne s'était donc pas suicidé.

Le porte-documents, si compromettant pour moi, était introuvable. Je devais fuir. J'abandonnai ma voiture dans le centre de la ville après avoir troqué ma tenue d'officier contre une tenue de plage qui se trouvait sur le siège arrière. Je me débarrassai de mon pistolet automatique 11 mm que m'avait offert Oufkir. A chaque carrefour, des soldats en arme contrôlaient les occupants des voitures. Derrière la gare, je grimpai dans un vieux taxi qui m'emmena à Yaakouh El Mansour, le bidonville de Rabat. J'ai marché vers la mer et j'ai ôté mes vêtements, ne gardant qu'un slip de bain et je me suis dirigé vers le nord, vers Casablanca. Avant d'arriver à Skhirat, j'ai préféré m'enfoncer dans l'intérieur des terres et faire un long détour. A Fedalah, je me suis acheté une djellabah et une perruque. Dans la nuit, j'arrivais à Casablanca où j'appris par un ami qu'une partie de la police de Dlimi était à ma recherche.

Ma fuite jusqu'à la Suède

Pendant deux mois et demi, j'ai erré ici et là, dormant n'importe où. Après avoir vécu un mois dans un camp de hippies près de Mogador, je me suis enfoncé dans le Moyen Atlas où j'ai partagé la vie d'un camp de nomades parmi les moutons et les chèvres. Pendant huit mois, j'ai gardé les troupeaux et perdu tout contact avec le monde. En mars, un poste de mohaznis fut attaqué par des paysans non loin de mon camp de nomades. L'armée, accompagnée d'hélicoptères, ratissa la région. Je dus fuir.

Fin juillet, avec mille précautions, je parvins à m'embarquer sur un bateau. Un mois plus tard, je débarquai sur le sol de la Suède. Un des rares documents que je suis parvenu à sauver m'attendait poste restante à Stockholm. Il était signé du commandant de l'Académie Royale militaire et déclarait

« Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure et professeur d'arabe au lycée Mohammed V, l'aspirant Rami est titulaire du diplôme d'Etudes Supérieures. Il a, par son loyalisme pour sa patrie et son Roi, sacrifié son poste d'orateur dans les salles de conférence pour celui de meneur d'hommes sur le terrain. Officier stagiaire possédant le sens de l'organisation et du sacrifice le plus absolu ; ainsi par son sens de l'honneur et du service, l'aspirant Rami a fait beaucoup pour l'Ecole. Franc et soucieux, honnête, aimant le goût du risque, pénétré par le courage physique et moral indiscutable, l'aspirant Rami possède toutes les vertus qui ont toujours fait la grandeur de l'officier. »

A. R.